



MEL
— FINANCES



GUIDE



*Synthèse
des comptes
administratifs
consolidés
2019*

Introduction

MÉTHOLOGIE DE L'ANALYSE DES COMPTES ADMINISTRATIFS

L'analyse des comptes administratifs s'effectue hors mouvements d'ordre, hors opérations liées aux lignes de trésorerie et en intégrant uniquement le coût net des opérations exceptionnelles dette.

Le compte administratif consolidé correspond à la somme des budgets (budgets agrégés) sans les mouvements inter-budgets tels que la refacturation des personnels, la subvention d'équilibre du BG au BA Transport, le financement des eaux pluviales par le BG au BA Assainissement et en retraitant en investissement les cessions d'immobilisation, les mouvements de stock de terrains ...

Le compte administratif 2019 s'inscrit dans les objectifs financiers du mandat :

- > **Stabilité des taux de fiscalité**, et baisse du taux de TEOM (baisse de 16,88% à 13,39%)
- > **Poursuite des efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement.**
- > **Désendettement important durant le mandat :** diminution de -441M€ entre le CA 2013 et le CA 2019, soit -27%.
- > **Un niveau d'investissement important** (447M€), en augmentation par rapport à 2018 (+13M€).
- > **La capacité de désendettement se situe à un niveau peu élevé :** 3,7 ans contre 3,8 ans en 2018, malgré la légère baisse de l'épargne brute (-11M€).

Remarque :

Le CA 2018 fait l'objet d'un retraitement s'agissant de la CSP Transports (comparaison à périmètre équivalent). La nouvelle CSP étant entrée en vigueur le 1er avril 2018, il est donc nécessaire de comparer l'exercice 2019 avec un exercice 2018 retraité de ce trimestre manquant et d'y ajouter donc 23,7 M€ en dépenses et en recettes.

BUDGETS CONSOLIDES	CA 2018 RETRAITÉ	CA 2019	EVOLUTION CA 2019 / CA 2018	
			EN M€	EN %
TOTAL RECETTES DE GESTION	1 498 M€	1 492 M€	-6 M€	- 0,4%
Dépenses de gestion	1 071 M€	1 085 M€	+14 M€	+ 1,3%
EPARGNE DE GESTION	427 M€	408 M€	-19 M€	- 4,5%
Frais financiers nets	48 M€	41 M€	-7 M€	- 15,2%
EPARGNE BRUTE	378 M€	366 M€	-12 M€	- 3,1%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 120 M€	1 126 M€	+7 M€	+ 0,6%
Capital de la dette	156 M€	127 M€	-29 M€	- 18,6%
EPARGNE NETTE	222 M€	240 M€	+17 M€	+ 7,7%
Dépenses d'équipement	434 M€	447 M€	+13 M€	+ 3,0%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	590 M€	574 M€	-16 M€	- 2,7%
Recettes d'équipement	121 M€	124 M€	3 M€	+ 2,3%
Emprunts (et avances)	85 M€	74 M€	-11 M€	- 13,0%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	206 M€	198 M€	-8 M€	- 4,0%
MASSES BUDGETAIRES GLOBALISEES mouvements réels hors provisions	1 710 M€	1 700 M€	-9 M€	- 0,5%
Taux d'autofinancement	51%	54%		
Encours de la dette au 31/12 en CA prévisionnel	1 420 M€	1 373 M€	(47 M€)	
Capacité de désendettement en CA prev en années	3,8	3,7		
Provisions	3 M€	2 M€		
Reprises provisions	1 M€	1 M€		

Partie 1

La structure du compte administratif

La structure du compte administratif

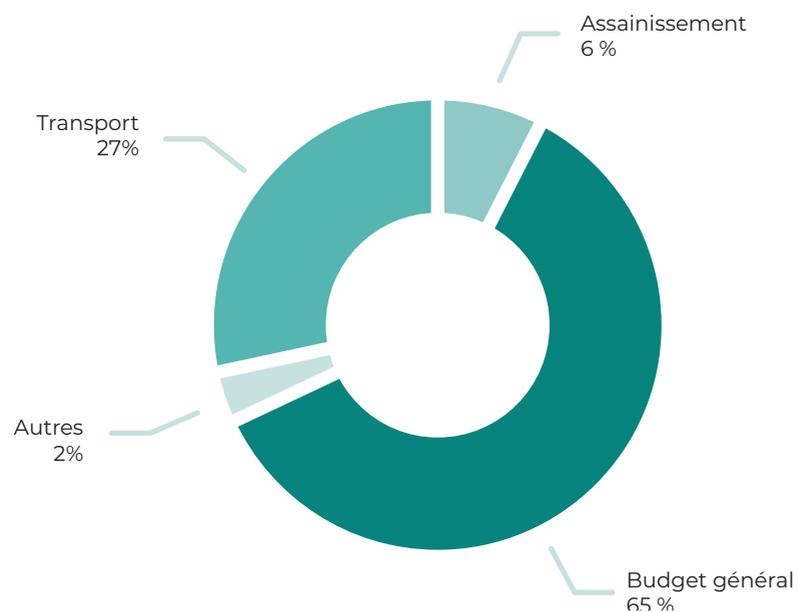
Le budget général représente 65 % des masses budgétaires de la MEL

La MEL gère **7 budgets** (1 principal et 6 annexes) qui s'élèvent en dépenses à 1 700M€ contre 1 710M€ au CA 2018 à périmètre équivalent.

En agrégé, les dépenses atteignent 1 814 M€. le budget général représente 65% des masses budgétaires de la MEL.

Représentant plus du quart des dépenses de la MEL (27%), le poids du budget transports progresse et marque la place croissante de cette politique publique. Ces dépenses présentent cependant l'inconvénient d'être fortement rigides, ce qui sera à surveiller dans l'avenir.

Le poids des autres budget diminue (8 %).



CA CONSOLIDÉS (MASSES RÉELLES) EN M€ HORS LIGNE DE TRÉSORERIE ET PROVISIONS	CA 2018 RETRAITÉ	CA 2019	CA 2019 / CA 2018	
			EVOLUTION EN M€	EVOLUTION EN %
BUDGET GÉNÉRAL	1279,6	1185,8	-93,8	-7,3%
Investissement	459,8	363,5	-96,3	-20,9%
Fonctionnement	819,8	822,3	2,5	+ 0,3%
TRANSPORTS	517,6	483,3	-34,2	-6,6%
Investissement	179,6	133,5	-46,1	-25,7%
Fonctionnement	361,6	349,8	-11,8	-3,3%
ASSAINISSEMENT	125	102,6	-22,4	-17,9%
Investissement	69,7	44,2	-25,4	-36,5%
Fonctionnement	55,3	58,4	3	+ 5,5%
AUTRES*	68,4	42,6	-25,8	-37,8%
Investissement	60,1	34,5	-25,6	-42,6%
Fonctionnement	8,3	8,1	-0,3	-3,1%
TOTAL CA AGREGES	2014,2	1814,3	-200	-9,9%
Investissement	769,1	575,7	-193,4	-25,2%
Fonctionnement	1245,1	1238,6	-6,5	-0,5%
TOTAL CA CONSOLIDES	1709,8	1700,4	-9,4	-0,5%
Investissement	590,2	574,2	-16	-2,7%
Fonctionnement	1119,7	1126,2	+6,6	+ 0,6%

* Budgets eau, crématorium, opérations d'aménagement, activités immobilières et économiques

Les budgets consolidés correspondent à la somme des 7 budgets, retraitée des subventions versées par le budget général aux budgets annexes, des remboursements entre budgets et des écritures de dettes équilibrées

Les recettes de fonctionnement

Le CA 2019 de la MEL enregistre une diminution des recettes de fonctionnement de -5,8M€, soit -0,4%.

Le CA 2019 de la MEL enregistre une diminution des recettes de fonctionnement de -5.8M€, soit -0.4%.

On remarquera qu'une part importante de ces diminutions est liée à des réformes engagées par l'Etat: nouvelle valorisation des valeurs foncières de l'immobilier professionnel (CFE: -1,5M€), nouveau calcul du taux de couverture de la TEOM (-31,7M€), baisse de la DGF (-3,7M€).

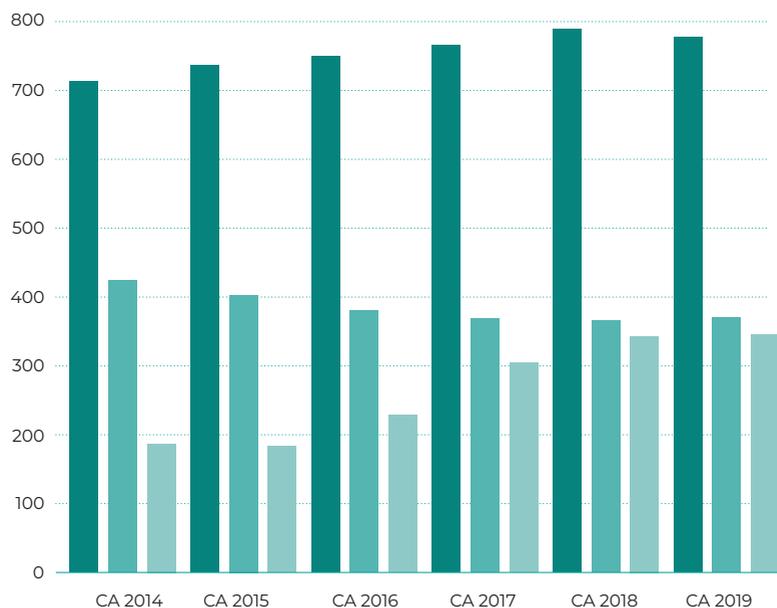
Il est rappelé que l'augmentation du FPIC n'est que son retour à son niveau initial après l'effet de bord de la révision de la carte des intercommunalités.

La baisse de la redevance d'assainissement fait suite à une année 2018 marquée par des rattrapages exceptionnels.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2018	CA 2018 RETRAITÉ	BP 2019 (RETRAITÉ)	CA 2019	EVOLUTION CA 2019/ CA 2018	
					EN M€	EN %
Recettes Fiscales	766,7 M€	789,0 M€	784 M€	777,0 M€	(11,9 M€)	-2%
CFE	146,6 M€	153,5 M€	143 M€	152,0 M€	(1,5 M€)	-1%
CVAE	89,1 M€	92,1 M€	96 M€	98,6 M€	6,5 M€	7%
TH	105,1 M€	106,4 M€	108 M€	109,8 M€	3,4 M€	3%
TEOM	166,1 M€	168,2 M€	169 M€	136,4 M€	(31,7 M€)	-19%
TASCOM	12,9 M€	13,2 M€	13 M€	14,1 M€	0,8 M€	6%
VT	236,9 M€	244,3 M€	244 M€	254,6 M€	10,3 M€	4%
Taxe de séjour	3,4 M€	4,5 M€	3 M€	4,9 M€	0,4 M€	9%
Autres taxes	6,6 M€	6,8 M€	7 M€	6,6 M€	(0,1 M€)	-2%
Dotations (y cp FPIC)	368,2 M€	365,8 M€	361 M€	370,0 M€	4,1 M€	1%
DGF	221,9 M€	223,1 M€	218 M€	219,3 M€	(3,7 M€)	-2%
Dotations réforme TP et compensations						
FPIC	15,4 M€	10,6 M€	14 M€	15,1 M€	4,5 M€	42%
Autres dotations	5,7 M€	5,5 M€		5,5 M€	(0,0 M€)	0%
Autres recettes de gestion	288,7 M€	343,4 M€	335 M€	345,4 M€	2,0 M€	1%
Redevance assainissement	71,0 M€	85,6 M€	78 M€	78,6 M€	(7,0 M€)	-8%
Recettes tarifaires transport	73,7 M€	94,8 M€	107 M€	105,7 M€	10,9 M€	11%
AC (Dépt et communes)	35,9 M€	35,9 M€	36 M€	35,9 M€	- 1€	0%
Recettes diverses	108,1 M€	127,1 M€	114 M€	125,2 M€	(1,9 M€)	-1%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 423,7 M€	1 498,2 M€	1 479 M€	1 492,3 M€	(5,8 M€)	-0,4%

Les recettes fiscales (777M€), qui représentent 52% des recettes de fonctionnement, diminuent de -11,9M€ (-2%).

■ Fiscalité
■ Dotations
■ Autres recettes de gestion



Les recettes fiscales (777M€), qui représentent 52% des recettes de fonctionnement, diminuent de -11,9M€ (-2%). Au-delà de la baisse du taux de TEOM liée à la modification du calcul de son taux de couverture, les recettes fiscales ménages et les impôts de production présentent un bon dynamisme, reflet de l'attractivité métropolitaine.

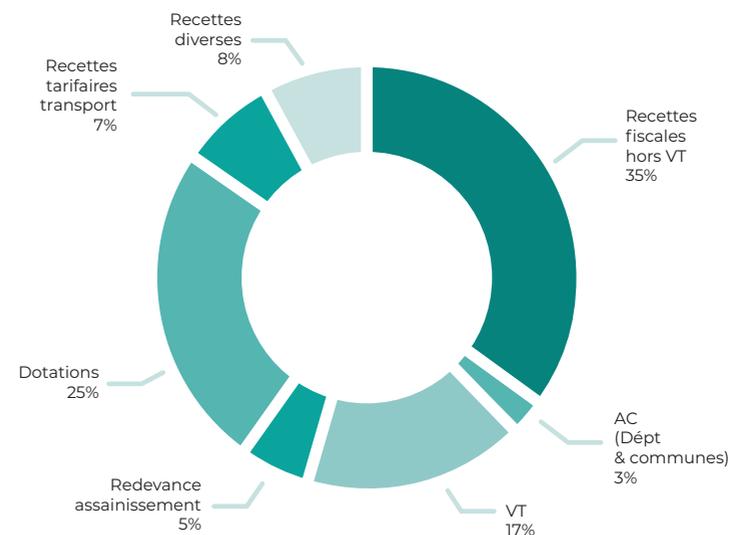
Les dotations (370M€), qui représentent 25% des recettes de fonctionnement, diminuent de -0,4M€ une fois retraité l'effet conjoncturel de la baisse de FPIC en 2018 suite à la fusion avec la CCHD.

Les dotations et compensations augmentent globalement (+3,4€). En revanche la DGF diminue de -3,7M€ (variables d'ajustement).

Les autres recettes de gestion (345M€) augmentent de +2M€, et représentent 23% des recettes de fonctionnement.

Les autres recettes de gestion (345M€) augmentent de +2M€, et représentent 23% des recettes de fonctionnement. Elles correspondent à :

- > **La redevance assainissement (78,6M€)** diminue de -7M€ ; le niveau de 2018 correspondant à d'un rattrapage conjoncturel de recettes non perçues les années précédentes. Elle représente 5% des recettes de fonctionnement,
- > **Les recettes tarifaires de la CSP transports (105,7M€)** augmentent de +10,9M€ et représentent 7% des recettes de fonctionnement,
- > **Les attributions de compensation (35,9M€)** reversées par les communes et le Département, correspondent à 3% des recettes de fonctionnement,
- > **Les recettes diverses (125,2M€)**, diminuent de -1,9M€. Elles comprennent notamment les recettes des éco-organismes pour 15,4M€, les recettes liées à l'eau pour 17,1M€, celles liées au grand stade pour 9,4M€ ou celles issues de l'exploitation des parcs de stationnement pour 15,4M€.



Les dépenses de fonctionnement

La MEL poursuit sa gestion maîtrisée et pilotée des dépenses de fonctionnement

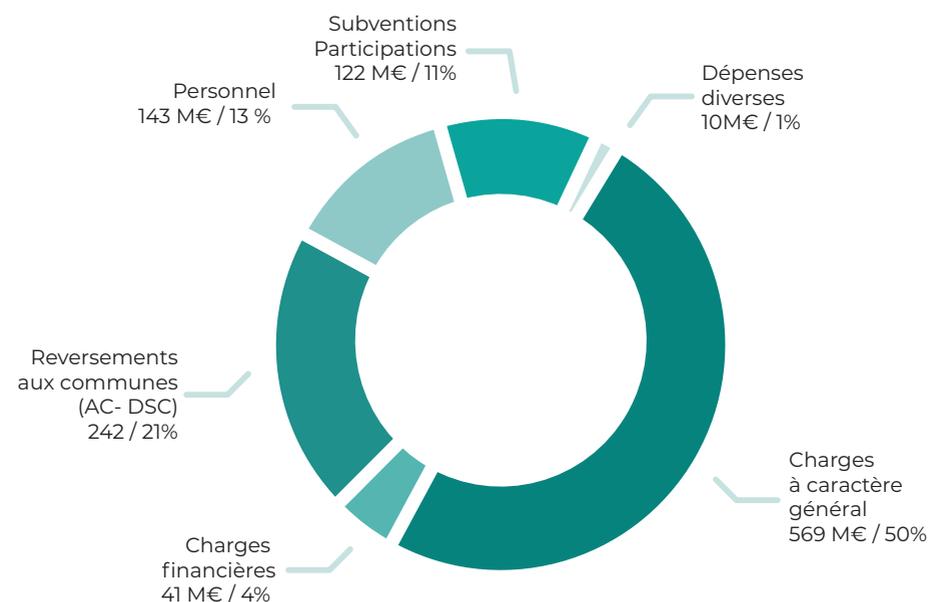
La maîtrise des dépenses de gestion (+14M€, +1,3%) se combine à la baisse des frais financiers (-7M€, -14,4%). La progression des dépenses de fonctionnement (+0,6%) est conforme aux obligations découlant du contrat signé avec l'Etat. Cette maîtrise de l'évolution des dépenses résulte d'une recherche constante d'efficacité de la dépense, du désendettement de la MEL et des conditions favorables des marchés financiers.

Les charges à caractère général (569M€) augmentent de 10,6% (+54,5M€). Les principales dépenses de ce poste budgétaire sont constituées par la politique transports qui représente 54% de ces montants. L'augmentation brute de ces dépenses de transport est de +48M€ et s'explique par le traitement comptable découlant de la nouvelle CSP : une partie de la dépense était supportée en 2018 sur le chapitre des subventions et est désormais comptabilisée en

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA 2018 RETRAITÉ	CA 2019	EVOLUTION	
			CA 2019	CA 2019
Charges à caractère général	514 M€	569 M€	+ 54,5 M€	10,6%
Subventions - Participations	173 M€	122 M€	-51,5 M€	-29,7%
Charges de personnel	139 M€	143 M€	+ 4,2 M€	3,0%
Reversements aux communes (AC/DSC)	242 M€	242 M€	+ 0,2 M€	0,1%
Dépenses diverses	4 M€	10 M€	+ 6,1 M€	173,2%
Total des dépenses de gestion	1 071 M€	1 085 M€	14 M€	1,3%
Charges financières	48 M€	41 M€	-7,0 M€	-14,4%
Total des dépenses de fonctionnement	1 120 M€	1 126 M€	7 M€	0,6%

« charges à caractère général ». Cela explique l'augmentation de celles-ci et la diminution dans les mêmes proportions du poste « subventions ». Parmi ces charges à caractère général, les dépenses liées au traitement des déchets ménagers augmentent de +12,6M€ (+10%) et atteignent 144M€. Les subventions et participations (122M€) diminuent de -51,5M€ par rapport à 2018 (-30%) et représentent 11% des dépenses de fonctionnement.

Cette diminution est portée essentiellement par la baisse de la subvention au budget transport liée à la modification du traitement comptable indiqué précédemment. Les autres subventions versées par la MEL tendent à augmenter ou stagner : participation au SDIS (45,8M€, +1M€), les subventions affectées à l'action économique (15,4M€, +2,5M€), subventions au tourisme (4,9M€, +1,8M€), subventions à la culture (15M€, stables), subventions dédiées à l'habitat (8,5M€, stables). En revanche, les subventions au sport diminuent de -0,5M€ et atteignent 6,2M€.



Les crédits dédiés à la **masse salariale (143M€) augmentent de +4,2M€** (soit +3%) par rapport à 2018 sous l'effet du glissement vieillesse technicité et de la mise en œuvre de la revalorisation du régime indemnitaire dans le cadre du RIFSEEP.

Les **versements aux communes (242M€, +0,2M€)**: l'attribution de compensation (216,7M€, stable) et la dotation de solidarité communautaire (25,3M€; +0,2M€) représentent 21% des dépenses de fonctionnement.

Les **dépenses diverses** atteignent 10M€, soit 1% des dépenses de fonctionnement.

Les **charges financières baissent de -7M€ pour atteindre 41M€**. Cette baisse est générée par le désendettement de la MEL, combiné au maintien de conditions favorables sur les marchés financiers. Les frais financiers représentent 4% des dépenses en 2019.

Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comprennent :

- > Les **dépenses d'équipement (393M€)** qui regroupent les études, les subventions, les acquisitions, et les travaux. Elles représentent 88% des dépenses d'investissement hors emprunts.
- > Les **dépenses d'investissement diverses pour 54M€** (avances de trésorerie, remboursement de subvention ...), soit 12% des dépenses d'investissement hors dette.
- > Le remboursement du **capital des emprunts** (22% des dépenses d'investissement). Le pic constaté en 2018 correspondait à un remboursement temporaire de 27,5M€ sur des emprunts revolving.

Les dépenses d'investissement hors dette présentent un taux de réalisation de 80% sur BP.

Un effort d'investissement conséquent : 447 M€ réalisés, soit + 13 M€ par rapport à 2018

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2018	CA 2019	POIDS RELATIF	EVOLUTION	
				CA 2019	CA 2018
Subv. d'équipement versées	47 M€	56 M€	10%	+ 8 M€	+ 17,8%
Etudes	17 M€	18 M€	3%	+ 1 M€	+ 8,3%
Immobilisations corporelles	144 M€	55 M€	10%	-89 M€	-62,0%
Travaux	189 M€	265 M€	46%	+ 76 M€	+ 40,2%
Avances de trésorerie consolidable	28 M€	35 M€	6%	+ 8 M€	+ 28,5%
Dépenses diverses (hors dette)	9 M€	18 M€	3%	+ 9 M€	+ 100,4%
Etalement reprise ICNE	1 M€	1 M€	0,2%	0M€	+ 0,0%
Total des dépenses d'investissement hors dette	434 M€	447 M€	78%	+ 13 M€	3,0%
Emprunts	156 M€	127 M€	22%	-29,0 M€	-18,6%
Total des dépenses d'investissement	590 M€	574 M€	100%	-16 M€	-2,7%

Sur les 574 M€ de dépenses d'investissement, 427 M€ sont affectés directement aux politiques métropolitaines soit une part de 74% (en hausse de 3 points par rapport à 2018), 127 M€ au remboursement de la dette. 3% restants sont affectés aux moyens de l'administration (bâtiments, systèmes d'informations), aux versements de taxe d'aménagement aux communes et à l'étalement comptable des intérêts courus non échus (ICNE) du budget annexe transports.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2018	CA 2019	POIDS RELATIF	EVOLUTION 2019/2018	
Développement Economique Emploi - Recherche	52 M€	66 M€	11%	27%	14 M€
Aménagement du territoire et urbanisme	30 M€	36 M€	6%	22%	7 M€
Logement et politique de la ville	44 M€	47 M€	8%	9%	4 M€
Mobilité et accessibilité	146 M€	101 M€	18%	-31%	-45 M€
Espace public Voirie	79 M€	104 M€	18%	32%	25 M€
Ecologie urbaine	59 M€	61 M€	11%	3%	2 M€
Rayonnement de la métropole	9 M€	12 M€	2%	34%	3 M€
Autres : Crématoriums et Métropole citoyenne	0 M€	0 M€	0,1%	90%	0 M€
TOTAL POLITIQUES METROPOLITAINES	418 M€	427 M€	74%	2,3%	10 M€
Moyens de l'administration	15 M€	19 M€	3%	23%	3 M€
Amortissement de la dette	156 M€	127 M€	22%	-19%	-29 M€
Etalement ICNE budget annexe transport	1 M€	1 M€	0%	0%	0 M€
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	590 M€	574 M€	100%	-2,7%	14 M€

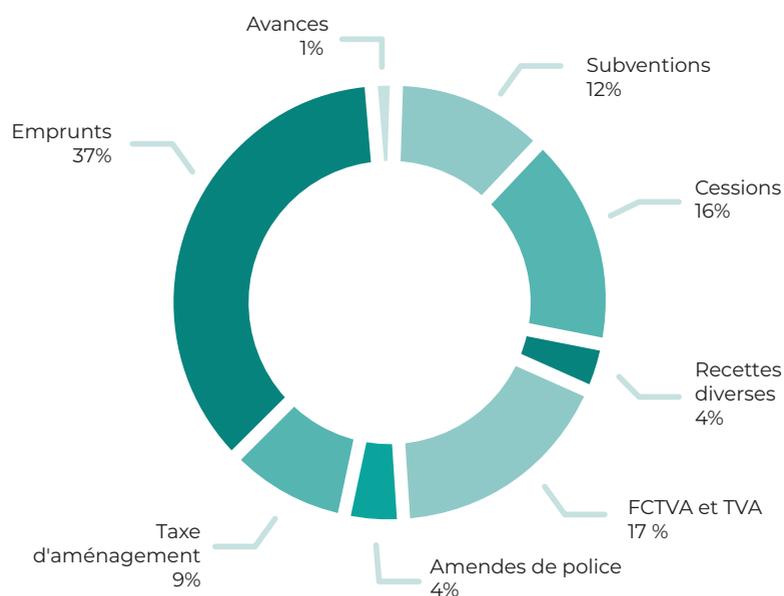
Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont composées :

- > **De subventions et participations** pour 24M€, et diminuent de -5,8M€. Elles représentent 12% des recettes d'investissement,
- > **De produits de cessions d'immobilisations**, en nette augmentation (+10,4M€), soit 32M€ et 16% des recettes d'investissement,
- > **De recettes diverses** pour 7M€, soit 4% des recettes d'investissement,
- > **Du FCTVA et de récupérations de TVA** pour 34M€, en augmentation de +11,8%, soit 17% des recettes d'investissement,
- > **Des amendes de police** pour 9M€, en diminution de -1,9M€, soit 4% des recettes d'investissement
- > **De la Taxe d'aménagement** pour 18M€, en diminution de -4,1M€, soit 9% des recettes d'investissement,
- > **Des emprunts et avances de l'agence de l'eau** pour 74M€, soit 38% des recettes d'investissement.

Une diminution du recours à l'emprunt (-11M€) en 2019

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2018	CA 2019	EVOLUTION CA 2019/ CA 2018	
			EN M€	EN %
Subventions - Participations	30 M€	24 M€	-5,8 M€	-19,3%
Produits des cessions d'immobilisations	21 M€	32 M€	+ 10,4 M€	+ 48,8%
Recettes diverses	15 M€	7 M€	-7,7 M€	-50,8%
FCTVA et récupérations de TVA	22 M€	34 M€	+ 11,8 M€	+ 53,8%
Amendes de police	11 M€	9 M€	-1,9 M€	-18,2%
Taxe d'aménagement	22 M€	18 M€	-4,1 M€	-18,7%
Total des recettes d'investissement hors emprunt	121 M€	124 M€	+ 2,8 M€	2%
Emprunts	83 M€	72 M€	-11,3 M€	-14%
Avances (agence de l'eau)	2 M€	2 M€	+ 0,2 M€	13%
Total des recettes d'investissement	206 M€	198 M€	-8,3 M€	-4%



Les épargnes

La stratégie financière de la MEL est respectée

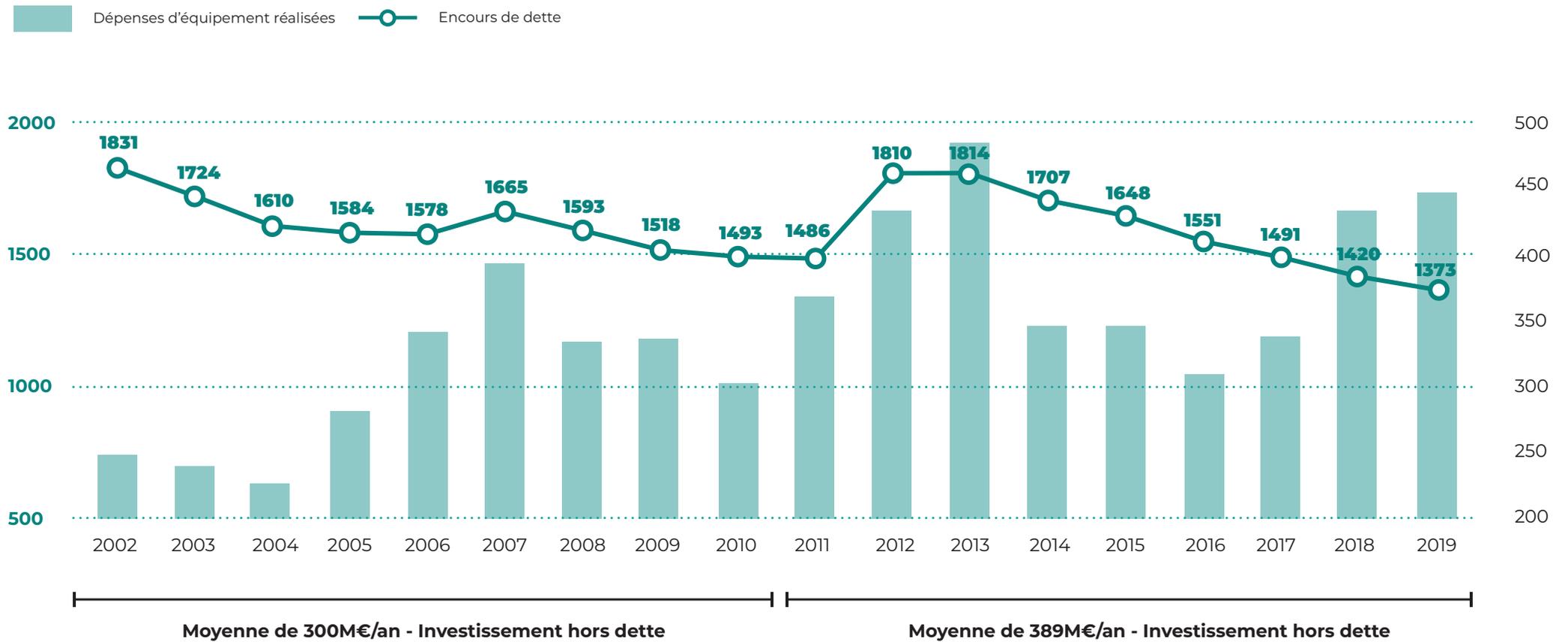
En budget consolidé, l'encours de dette à fin 2019 (CA) atteint 1 373M€ pour une capacité de désendettement de 3,7 ans.

La stratégie financière de la MEL est ainsi respectée : maîtriser les dépenses de fonctionnement, porter un programme ambitieux d'investissement, maintenir un niveau d'épargne qui protège les capacités futures.

	BUDGET GENERAL & AUTRES BUDGETS		BUDGET TRANSPORT		BUDGET ASSAINISSEMENT		BUDGETS CONSOLIDÉS	
	CA 2019	Ev / CA 2018	CA 2019	Ev / CA 2018	CA 2019	Ev / CA 2018	CA 2019	Ev / CA 2018
Recettes de gestion (1)	1 072 M€	(8 M€)	464 M€	28 M€	102 M€	(7 M€)	1 492 M€	(6 M€)
Dépenses de gestion (2)	807 M€	2 M€	333 M€	17 M€	57 M€	3 M€	1 085 M€	14 M€
Charge financière nette (3)	23 M€	(2 M€)	17 M€	(5 M€)	2 M€	(0 M€)	41 M€	(7 M€)
Epargne brute (4=1-2-3)	241 M€	(8 M€)	114 M€	16 M€	43 M€	(10 M€)	366 M€	(12 M€)
Amortissement de la dette (5)	72 M€	(33 M€)	44 M€	4 M€	11 M€	(0 M€)	127 M€	(29 M€)
Epargne nette (6=4-5)	169 M€	25 M€	70 M€	12 M€	32 M€	(9 M€)	240 M€	17 M€
Dépenses d'équipement	326 M€	58 M€	90 M€	(46 M€)	33 M€	(5 M€)	447 M€	13 M€
Encours de dette fin 2019	808 M€	(9 M€)	444 M€	(29 M€)	121 M€	(9 M€)	1 373 M€	(47 M€)
Capacité de désendettement fin 2019	3,3 ans		3,9 ans		2,8 ans		3,7 ans	

La dette

Un encours de dette en diminution de -441M€
(-24%) depuis 2013



Les résultats

Le CA 2019 dégage des excédents consolidés de 42,1M€ hors reports et de 25,3M€ après prise en compte des reports.

COMPTES ADMINISTRATIFS 2019		PRINCIPAL	EAU	ASSAINISSEMENT	TRANSPORTS	CRÉMATORIUM	OPÉRATIONS D'AMGT	ACTIVITÉS IMMOB. ET ÉCO.	TOTAL
FONCTIONNEMENT	Recettes de fonctionnement (hors excédent antérieur reporté R002)	1 042 479 032,40	22 331 780,98	104 587 239,23	466 499 869,89	2 346 707,65	1 650 830,47	18 070 318,04	1 657 965 778,66
	Dépenses de fonctionnement	931 103 206,36	2 476 621,30	76 948 962,02	438 601 687,45	2 008 815,00	561 710,46	17 098 264,24	1 468 799 266,83
	Résultat 2019	111 375 826,04	19 855 159,68	27 638 277,21	27 898 182,44	337 892,65	1 089 120,01	972 053,80	189 166 511,83
	Excédent antérieur reporté (R 002)	29 364 868,26	209 964,00	4 240 266,00	112 382,21	2 629 355,34		12 867,61	36 569 703,42
	Déficit antérieur reporté (D002)						-7 006,60		-7 006,60
	Résultat de fonctionnement cumulé (à affecter)	140 740 694,30	20 065 123,68	31 878 543,21	28 010 564,65	2 967 247,99	1 082 113,41	984 921,41	225 729 208,65
INVESTISSEMENT	Recettes d'investissement (hors excédent antérieur reporté R001)	386 900 436,32	15 229 032,85	62 933 737,49	168 773 789,98	538 131,39	0,00	12 252 914,69	646 628 042,72
	Dépenses d'investissement (hors déficit antérieur reporté D001)	380 803 389,53	22 824 145,96	47 260 684,80	158 607 345,35	546 925,30	54 110,46	14 099 540,82	624 196 142,22
	Résultat 2019	6 097 046,79	-7 595 113,11	15 673 052,69	10 166 444,63	-8 793,91	-54 110,46	-1 846 626,13	22 431 900,50
	Excédent antérieur reporté (R001)					293 045,05	43 603,60	3 545 890,77	3 882 539,42
	Déficit antérieur reporté (D001)*	-141 696 110,25	-12 593 469,34	-33 727 501,26	-21 950 168,17				-209 967 249,02
	Résultat d'investissement cumulé	-135 599 063,46	-20 188 582,45	-18 054 448,57	-11 783 723,54	284 251,14	-10 506,86	1 699 264,64	-183 652 809,10
	Reports de recettes	1 642 842,72						3 492,83	1 646 335,55
	Reports de dépenses	17 932 765,35		52 317,93		242 010,16		205 986,60	18 433 080,04
	Solde des reports	-16 289 922,63	0,00	-52 317,93	0,00	-242 010,16	0,00	-202 493,77	-16 786 744,49
	Résultat d'investissement (à couvrir si <0)	-151 888 986,09	-20 188 582,45	-18 106 766,50	-11 783 723,54	42 240,98	-10 506,86	1 496 770,87	-200 439 553,59
TOTAL	Résultat net 2019 hors reports	5 141 630,84	-123 458,77	13 824 094,64	16 226 841,11	3 251 499,13	1 071 606,55	2 684 186,05	42 076 399,55
	Résultat net 2019 avec reports	-11 148 291,79	-123 458,77	13 771 776,71	16 226 841,11	3 009 488,97	1 071 606,55	2 481 692,28	25 289 655,06
Affectation des résultats 2018 sur l'exercice 2019	Résultat d'investissement reporté (R001 ou D001)	-135 599 063,46	-20 188 582,45	-18 054 448,57	-11 783 723,54	284 251,14	-10 506,86	1 699 264,64	-183 652 809,10
	Affectation de l'excédent de fonctionnement à l'investissement *(R1068)	151 888 986,09	20 188 582,45	18 106 766,50	11 783 723,54	0,00	10 506,86	0,00	201 978 565,44
	Report du résultat net en fonctionnement (R002 ou D002)	-11 148 291,79	-123 458,77	13 771 776,71	16 226 841,11	2 967 247,99	1 071 606,55	984 921,41	23 750 643,21

RECETTES	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET EAU	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET TRANSPORTS	BUDGET CREMATORIUMS	BUDGET OPERATIONS D'AMENAGEMENT	BUDGET ACTIVITES IMM ET ECO	BUDGETS AGRÉGÉS	BUDGETS CONSOLIDÉS (HORS LIGNES DE TRÉSORERIE)
CFE	152 M€							152 M€	152 M€
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	99 M€							99 M€	99 M€
Taxe habitation	110 M€							110 M€	110 M€
Taxe additionnelle Foncier non bâti	2 M€							2 M€	2 M€
Imposition forfaitaire sur ent réseaux	5 M€							5 M€	5 M€
Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources	79 M€							79 M€	79 M€
D.G.F.	219 M€			6 M€				225 M€	225 M€
Compensation au titre des exonérations	51 M€							51 M€	51 M€
Taxe d'enlèvement ordures ménagères (TEOM)	136 M€							136 M€	136 M€
TASCOM	14 M€							14 M€	14 M€
FPIC	15 M€							15 M€	15 M€
Attribution de compensation	36 M€							36 M€	36 M€
Versement transport				255 M€				255 M€	255 M€
Redevance Assainissement			79 M€					79 M€	79 M€
Part investissement réseaux de distribution d'eau		17 M€						17 M€	17 M€
Autres produits d'exploitation (dont régie intéressée)	23 M€	0 M€	19 M€	106 M€	2 M€		0 M€	150 M€	135 M€
Cessions d'immobilisations								- 1€	
Cessions d'immobilisations	22 M€		0 M€	0 M€		2 M€	9 M€		0 M€
Recettes Eco organismes	15 M€								15 M€
Taxe de séjour	5 M€								5 M€
Recettes diverses	46 M€	5 M€	4 M€	97 M€	0 M€		8 M€	161 M€	63 M€
Total recettes de gestion	1 028 M€	22 M€	102 M€	463 M€	2 M€	2 M€	17 M€	1 636 M€	1 492 M€
Produits financiers	0 M€							0 M€	0 M€
Recettes de Fonctionnement hors excédent	1 028 M€	22 M€	102 M€	463 M€	2 M€	2 M€	17 M€	1 636 M€	1 492 M€
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 028 M€	22 M€	102 M€	463 M€	2 M€	2 M€	17 M€	1 636 M€	1 492 M€
Subventions - Participations	15 M€	0 M€	2 M€	6 M€				24 M€	24 M€
Grand stade								- 1€	
Forfait post-stationnement								- 1€	
F.C.T.V.A. et remboursement de TVA	20 M€			14 M€				34 M€	34 M€
Amendes de police	9 M€								9 M€
Taxe d'amgt	18 M€							18 M€	18 M€
Produits des cessions d'immobilisations								- 1€	32 M€
Recettes diverses	9 M€		0 M€	0 M€			0 M€	9 M€	7 M€
Recettes d'investissement hors dette et excédent	71 M€	0 M€	2 M€	20 M€			0 M€	93 M€	124 M€
Excédent reporté								- 1€	
Emprunts	57 M€			15 M€				72 M€	72 M€
Avances (agence de l'eau)		0 M€	2 M€					2 M€	2 M€
Refinancement emprunt								- 1€	
Lignes de trésorerie								- 1€	
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	128 M€	1 M€	4 M€	35 M€	- 1€	- 1€	0 M€	167 M€	198 M€
TOTAL RECETTES	1 156 M€	23 M€	105 M€	499 M€	2 M€	2 M€	17 M€	1 804 M€	1 690 M€

DEPENSES (HORS PROVISIONS)	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET EAU	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET TRANSPORTS	BUDGET CREMATO-RIUMS	BUDGET OPERA-TIONS D'AMENA-GEMENT	BUDGET ACTIVITES IMM ET ECO	BUDGETS AGRÉGÉS	BUDGETS CONSOLIDÉS (HORS LIGNES DE TRÉSORERIE)
Charges à caractère général	214,6 M€	0,3 M€	41,1 M€	313,1 M€	0,8 M€	0,1 M€	2,6 M€	572,6 M€	568,8 M€
Subventions - Participations	209,2 M€		0,1 M€	13,6 M€	0,0 M€		2,2 M€	225,2 M€	121,6 M€
Charges de personnel	127,3 M€	0,8 M€	15,1 M€	3,9 M€	0,6 M€			147,8 M€	142,7 M€
Attribution de compensation	216,7 M€							216,7 M€	216,7 M€
Dotations de solidarité	25,3 M€							25,3 M€	25,3 M€
Dépenses diverses	6,1 M€	0,0 M€	0,3 M€	2,6 M€	0,0 M€	0,5 M€	0,0 M€	9,6 M€	9,6 M€
Total dépenses de gestion	799,3 M€	1,1 M€	56,6 M€	333,2 M€	1,4 M€	0,6 M€	4,9 M€	1 197,2 M€	1 084,8 M€
Charges financières et provisions dette	23,0 M€		1,7 M€	16,6 M€	0,0 M€			41,4 M€	41,1 M€
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	822,3 M€	1,1 M€	58,4 M€	349,8 M€	1,5 M€	0,6 M€	4,9 M€	1 238,6 M€	1 125,9 M€
Subventions d'équipement versées	55,8 M€							55,8 M€	55,8 M€
Etudes	15,4 M€	0,2 M€	2,0 M€	0,3 M€	0,0 M€		0,2 M€	18,0 M€	18,0 M€
Acquisitions	22,4 M€	0,0 M€	1,0 M€	22,3 M€	0,0 M€		10,5 M€	56,3 M€	54,7 M€
Travaux	145,6 M€	22,6 M€	29,9 M€	65,7 M€	0,2 M€		0,5 M€	264,5 M€	264,5 M€
Avances de trésorerie consolidable	35,4 M€							35,4 M€	35,4 M€
Dépenses diverses (hors dette)	17,4 M€		0,2 M€				0,0 M€	17,6 M€	17,6 M€
Etalement reprise ICNE				1,4 M€				1,4 M€	1,4 M€
Dépenses d'investissement (hors dette)	291,9 M€	22,8 M€	33,0 M€	89,7 M€	0,3 M€		11,2 M€	448,8 M€	447,3 M€
Amortissement dette et avances	71,6 M€		11,2 M€	43,8 M€	0,3 M€			126,8 M€	126,8 M€
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	363,5 M€	22,8 M€	44,2 M€	133,5 M€	0,5 M€	- 1€	11,2 M€	575,7 M€	574,2 M€
TOTAL DEPENSES	1 185,8 M€	23,9 M€	102,6 M€	483,3 M€	2,0 M€	0,6 M€	16,1 M€	1 814,3 M€	1 700,1 M€

Partie 2
***La déclinaison
par politiques
publiques***

La déclinaison par politiques publiques

Les crédits directement affectés aux politiques métropolitaines augmentent de +17,7 M€ par rapport à 2018.

	CA 2018	CA 2018 retraité*	CA 2019 fonctionnement	CA 2019 investissement	CA 2019	Poids relatif	Evolution 2019/2018 retraité	
Développement Economique - Emploi - Recherche	69,9 M€	69,9 M€	22,2 M€	65,6 M€	87,8 M€	8%	26%	17,9 M€
Aménagement du territoire et urbanisme	38,6 M€	38,6 M€	8,7 M€	36,5 M€	45,2 M€	4%	17%	6,6 M€
Logement et politique de la ville	59,4 M€	59,4 M€	15,9 M€	47,2 M€	63,2 M€	6%	6%	3,8 M€
Mobilité et accessibilité	460,5 M€	484,2 M€	330,6 M€	101,3 M€	432,0 M€	42%	-11%	-52,2 M€
Espace public Voirie	95,1 M€	95,1 M€	12,2 M€	103,7 M€	115,9 M€	11%	22%	20,9 M€
Ecologie urbaine	225,9 M€	225,9 M€	182,0 M€	60,8 M€	242,9 M€	23%	7%	16,9 M€
Rayonnement de la métropole	47,6 M€	47,6 M€	39,7 M€	11,7 M€	51,4 M€	5%	8%	3,7 M€
Autres : Créatoriums et Métropole citoyenne	1,0 M€	1,0 M€	0,8 M€	0,3 M€	1,2 M€	0%	15%	0,1 M€
TOTAL POLITIQUES METROPOLITAINES	998,0 M€	1 021,7 M€	612,2 M€	427,3 M€	1 039,4 M€	100%	2%	17,7 M€

Les retraitements opérés pour 2018 tiennent compte du nouveau montage contractuel mis en place en cours d'année (au 1er avril 2018) de la CSP pour les transports urbain de voyageurs. Pour analyser l'évolution des masses budgétaires entre 2018 et 2019, pour la commission "Mobilité et Accessibilité" a été ajouté le trimestre manquant en dépenses et en recettes de fonctionnement, soit +23,7 M€.

Aménagement du territoire et urbanisme

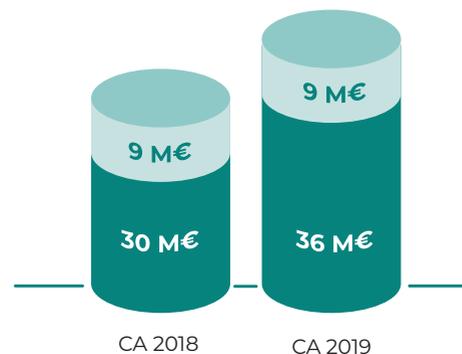
Cette politique représente 4% des politiques publiques métropolitaines

L'aménagement du territoire et l'urbanisme pour 45,2M€, soit +6,6M€ par rapport au CA 2018.

La Mel poursuit son rôle **d'aménageur du territoire métropolitain** : 29,2 M€ dépensés soit +5,8 M€ /CA 2018. En 2019, ces crédits ont notamment été mobilisés pour les opérations suivantes : 5,7 M€ pour Lille FCB, 3,5 M€ pour Villeneuve d'Ascq Grand Angle, 2,7 M€ pour les Rives de la Haute Deûle, 2 M€ pour Hem Beaumont, 1,9 M€ pour le secteur de la gare à Roubaix, 1,9 M€ également pour Lille Saint Sauveur, 1,1 M€ pour l'opération Lille îlot pépinière, 1,1 M€ pour l'ancien site des 3 Suisses (Croix Villeneuve d'Ascq), 1 M€ pour le Centre Ville de Wattrelos, 0,9 M€ pour la friche SNCF de Comines, 0,8 M€ pour le secteur Coubertin Lille La Madeleine, 0,8 M€ pour le Centre Ville de Tourcoing, 0,7 M€ pour le quartier Résidence de Villeneuve d'Ascq. Cette liste illustre le fait que la MEL intervient équitablement sur la totalité du territoire.

2019 est également l'année de la montée en puissance du **fonds de concours école** avec 2,9 M€ versés aux communes porteuses de projet.

La MEL aménage et exploite **l'espace naturel métropolitain** avec 7,7 M€ (+1 M€ par rapport à 2018 soit +14%). Les principales dépenses concernent l'animation et l'entretien des parcs pour 4,9 M€ soit +6% / CA2018, l'achat du foncier du Bois de la Chanterelle à Verlinghem pour 1 M€, nouveau poumon vert de 34 hectares au cœur de la Métropole et la poursuite du Plan Bleu pour 1 M€.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

● Investissement ● Fonctionnement

La Mel a consacré en 2019 4,8 M€ à sa **stratégie d'urbanisme** soit +0,6 M€ /CA2018. Cette stratégie s'appuie sur deux acteurs : l'agence d'urbanisme et le SCOT qui ont reçu respectivement 2,6 M€ et 0,85 M€. Des études environnementales, de planification et la révision du PLU ont également été menées pour près de 1,3 M€.

Enfin, la MEL développe également des politiques publiques à destination de l'**agriculture** pour 0,5 M€, l'**énergie** pour 1,7 M€ (-0,6 M€ /CA2018) avec notamment 1,2 M€ de subventions pour les réseaux d'énergie ; et le **développement durable** pour 1 M€. Enfin, 0,3 M€ ont été consacrés à la **stratégie foncière de la MEL**.

Le développement économique, l'emploi et la recherche

Cette politique représente 8% des politiques métropolitaines

Le développement économique, l'emploi et la recherche pour **87,9M€**, soit **+17,9M€/ CA 2018 (+30,9M€ hors rachat des ruches en 2018)**

Le budget du développement économique est fondé sur deux piliers :

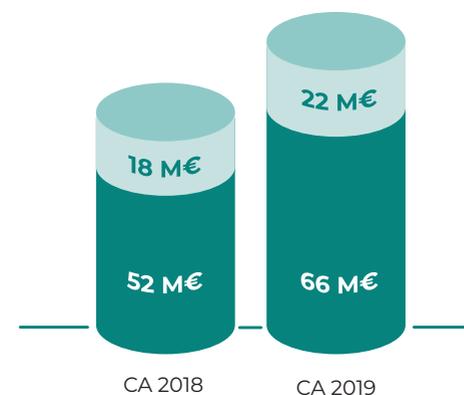
> l'aménagement économique (39,3M€, soit +13,4M€/ CA 2018 soit + 52%) avec :

La **zone de l'Union** pour 16,6M€ (+8,4M€/CA 2018),

Le **développement du foncier et de l'immobilier d'entreprises** = 22,7M€ (+5M€/CA2018) dont le CETI pour 10,3M€, la Lainière (2,8M€), Halluin Front de Lys (2,3M€), concession Eurasanté (1,8M€), Il-lies-Salomé (2,8M€), Baisieux la Malterie (1,1M€), Watrelos carrefour Martinoire (0,5M€), Euralimentaire (0,3M€).

> Et l'**action économique** (48,5M€, soit +4,5M€/ CA 2018 soit + 10% mais + 17,5M€ / CA2018 hors rachat des ruches). Les principales dépenses réalisées concernent :

- le soutien à la **recherche, l'enseignement supérieur, à l'innovation** et aux domaines d'activité stratégiques pour 11,9M€ (+3,7M€/CA 2018),
- la **gestion du foncier et de l'immobilier**



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

● Investissement ● Fonctionnement

d'entreprises pour 21,8M€ (+12,2M€/CA 2018 hors rachat des ruches) avec notamment 9,2M€ pour le foncier du MIN de Lomme,

- l'aide aux entreprises, aux commerces et à l'emploi pour 5,5M€ (stabilité/CA2018), et 1,2M€ de plus pour le volet **économique/emploi de la Politique de la Ville**
- le soutien au développement des filières, à la **stratégie économique** et à l'**attractivité** de la Métropole pour 3,2M€ (+0,3M€/CA2018),
- le développement des **nouveaux usages numériques** pour 1,4M€ (-1,1M€/CA2018),
- le soutien à l'**économie sociale et solidaire** pour 0,75M€ (stabilité/CA2018),
- Autres : 2,7M€ (+1,6M€/CA2018).

L'écologie urbaine

Cette politique représente 23% des politiques métropolitaines

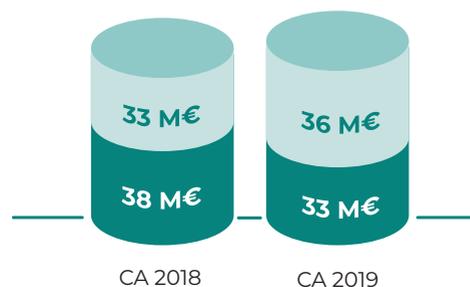
L'écologie urbaine (déchets, assainissement et eau) avec 243M €, soit +16,9 M€/CA 2018 (+7%)

Le budget des **déchets ménagers** (147M€, +13M€/CA 2018 soit +10%) porte les actions en matière de collecte sélective (69M€, soit +2,3M€/CA2018), de gestion des déchetteries et des encombrants (21,4M€, soit -0,46M€/CA2018) et de recyclage et de valorisation des déchets (56M€, soit +11M€/CA2018).

Le budget de l'**assainissement** représente 69,4M€, soit 1,75M€/CA 2018. Il est consacré à la construction et l'exploitation des stations d'épuration (33M€, +2M€ / CA2018), dont 12M€ pour la STEP de Marquette, 6M€ pour la STEP de Wattrelos, 2,7M€ pour la STEP de Villeneuve d'Ascq, 2,7M€ pour la STEP d'Houplin Ancoisne, 1,7M€ pour la STEP de Neuville et 2,5M€ pour les stations de pompage et de relèvement, au développement des réseaux de lutte contre la pollution pour 18,8M€ (-2,5M€ / CA2018), à la collecte des eaux usées pour 16,9M€ (-1,1M€/CA 2018).



DÉCHETS MÉNAGERS

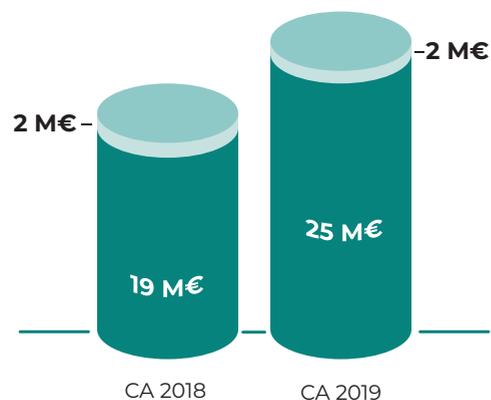


ASSAINISSEMENT

● Investissement ● Fonctionnement

En 2019, la MEL a dédié 26,5M€ à la politique de l'eau (+5,4M€/CA2018) dont:

- le développement du réseau de distribution d'eau (21,4M€, +3,8M€/CA 2018). Cette hausse de 22% permet de caler un montant compatible avec les objectifs de renouvellement des réseaux ;
- La connaissance et la préservation de la ressource en eau : 1,6 M€, +1,3M€/CA 2018 ;
- GEMAPI 0,7 M€ : -0,7M€/CA 2018.



EAU

● Investissement ● Fonctionnement

L'espace public et la voirie

Cette politique représente 11% des politiques métropolitaines

L'espace public – voirie pour 116M€, soit +21M€/CA 2018 (+22%)

Le budget voirie et espace public a augmenté de près de 21% en 2019.

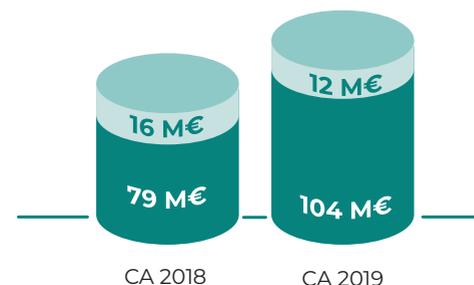
Ce budget se répartit ainsi :

> 90,7M€ pour l'aménagement et l'entretien de la **voirie de proximité** (+11,3M€/CA 2018). Ces dépenses se déclinent en différents programmes :

- Maintenance de la voirie et des ouvrages publics pour 44,51M€ (-1,6M€/CA 2018; -4%),
- Exploitation de l'espace public pour 13,5M€ (+0,6M€/CA 2018; +4%),
- Assurer le partage et la qualité des espaces publics pour 28,8M€ (+11,3M€/CA 2018; +65%),
- Adaptation de l'espace public en accompagnement des projets communaux pour 3,8M€ (+1,1M€).

> 11,7M€ pour les **espaces de centralité majeure** (+5M€/ CA 2018) dont 3M€ pour la restauration des secteurs pavés du Vieux Lille, 2,7M€ pour Lille rue Pierre Mauroy et 2,6M€ pour Lille secteur des urbanistes.

> 13,4M€ (+4M€/CA 2018) pour le développement des **grandes infrastructures routières**, dont 6,2M€ pour la Lino sud, 2,8M€ pour le contournement Nord de la Bassée, 2,2M€ pour Hem 4 vents- RD700, 1,9M€ pour la liaison Tourcoing-Wattrelos.



ESPACE PUBLIC - VOIRIE

● Investissement ● Fonctionnement

Cette politique représente 6% des politiques métropolitaines

Logement et politique de la ville

Le logement, la politique de la ville et jeunesse pour 63,2 M€, soit +3,8 M€ /CA2018.

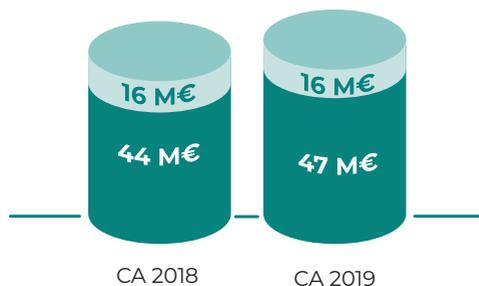
La MEL investit au titre de la politique de l'habitat : 46,1 M€ en 2019, montant identique à celui de 2018. Ces dépenses ont été engagées :

- > pour le développement de l'**offre nouvelle de logements** : 13,7 M€, -1,9M€ /CA 2018, soit -12%,
- pour la **rénovation des parcs publics et privés** : 16,2 M€, +1,8 M€ soit +13%,
- pour la **gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL)** : 6,5 M€, -0,07 M€ soit -1%,
- pour la mise en œuvre du **Plan Local d'Habitat (PLH)** : 3,9 M€, +0,04 M€ soit +1%,
- pour le développement de la **politique foncière en matière d'habitat** : 3,6 M€, -0,02M€ soit -1%,
- Pour les **politiques de solidarité** : 2,2 M€, +0,12 M€ soit +6%.

> La MEL soutient la **politique de la ville et la rénovation urbaine des quartiers** : 6,9 M€ en 2019, +3,2 M€ /CA2018 soit +84%.

Les opérations principales ont été menées sur Villeneuve d'Ascq (1,9 M€), Lille (1,7 M€) et Roubaix (1,2 M€). En parallèle, la rénovation des quartiers anciens se poursuit : 1,7 M€ en 2019, essentiellement sur Tourcoing (1 M€) et Lille (0,7 M€).

> La MEL accompagne les **gens du voyage et les popu-**



LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

● Investissement ● Fonctionnement

lations migrantes : 7 M€ en 2019, +3,3 M€. Ces dépenses ont été engagées principalement pour le fonctionnement et les réparations des aires d'accueil (3,2 M€), la construction de l'aire d'accueil de Tourcoing, Roncq Halluin, Neuville en Ferrain (2,6 M€) et le foncier pour l'aire d'accueil de Wattrelos (0,6 M€). L'aménagement et le fonctionnement des campements ROMS représentent 0,5 M€ en 2019

> Enfin, la politique en faveur de la **Jeunesse** a mobilisé en 2019, 1,1 M€, -0,12 M€ soit -2% au travers de deux outils : le fonds d'aide aux jeunes pour 0,7 M€ et le PIA Jeunesse (0,3 M€).

Mobilité et accessibilité

Il s'agit du principal poste de dépenses de la MEL avec 42% des crédits affectés aux politiques publiques métropolitaines

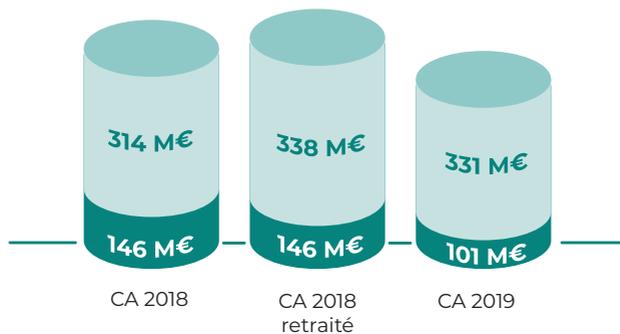
La mobilité et l'accessibilité avec 432 M€, soit une baisse de 52,2 M€ /CA2018 retraité.

La CSP transports opérée par KEOLIS intègre l'**exploitation du réseau** : métro, bus, tram et V'Lille pour 315,7 M€ en 2019, -5,3 M€ /CA 2018 retraité, soit -1,7%.

Hors du périmètre de cette CSP, la MEL assume des dépenses de fonctionnement pour 11,4 M€ en baisse de 1,9 M€ /CA2018. Ces dépenses sont constituées des taxes foncières pour 10,8 M€ et de travaux d'entretien pour 0,6 M€.

Le programme d'investissements de la MEL pour 2019 d'un montant de 101 M€ (-45 M€* /CA2018) s'est articulé autour de plusieurs axes :

- **Interventions sur les infrastructures existantes** du métro, tram et bus pour 13,3 M€,
- Accélération du programme de **renouvellement des bus** pour 22,1 M€,
- Poursuite du déploiement du **contrôle d'accès dans le métro** pour 14,5 M€,



MOBILITÉ ET ACCESSIBILITÉ

● Investissement ● Fonctionnement

- Travaux de **doublage des quais et des rames** pour 21,8 M€,
- Amélioration du réseau des **Lianes** pour 7,7 M€,
- Développement de l'**intermodalité** pour 2,5 M€,

En parallèle, la MEL a également contribué au **développement des modes doux** pour 11,3 M€ en hausse de 1,5 M€ /CA2018, soit +15%. Cette politique est portée principalement par l'aménagement des pistes cyclables pour 8,2 M€ et des voies vertes pour 1,9 M€.

L'amélioration de l'**offre de stationnement** s'est établie en 2019 à 5,4 M€ (+2%).

* la MEL a racheté en 2018 la Valeur Nette Comptable (VNC) des biens de la concession pour un montant de 97,9 M€

Cette politique représente 5% des politiques publiques métropolitaines

Le rayonnement de la métropole

Le rayonnement de la métropole atteint 51,4M€, soit +3,8M€ / CA 2018.

> **Culture = 21,1M€, soit +2M€ / CA 2018**

- La MEL accompagne les **grandes structures culturelles** pour 7M€ soit +0,85M€ / CA 2018 comme l'Opéra pour 2,3M€, la Condition publique pour 1,6M€, les conservatoires pour 1,5M€, l'Orchestre National de Lille pour 1,1M€, l'Institut du monde Arabe pour 0,2M€ et le musée de Fromelles pour 0,16M€.
- 6,8M€ (stable par rapport au CA 2018) sont affectés au grand équipement culturel métropolitain, le **LAM**.
- La MEL participe aussi au **développement de la politique culturelle** pour 7,3M€ (+1,1M€/2018 soit +19%) avec principalement le soutien aux événements culturels pour 1,3M€ (stable par rapport au CA2018), le soutien aux équipements culturels pour 3,7M€ (+25%/2018), aux fabriques culturelles pour 0,7M€, aux grandes expositions pour 0,4M€, aux belles

sorties pour 0,4M€ (+19%/2018), à Lille 3000 pour 0,3M€, à la lecture publique pour 0,3M€, au Pass Musée pour 0,2M€ et 0,1M€ pour les études de la politiques culturelles.

> **Sport = 24,6M€, soit +0,2M€ / CA 2018.**

Outre le **Stade Pierre Mauroy**, 1er grand équipement sportif métropolitain (10,1M€ de dépenses pour le stade et



RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE

● Investissement ● Fonctionnement

ses abords), le rayonnement sportif de la métropole est soutenu par **l'accompagnement du sport de haut niveau et des grands évènements sportifs** (4,3M€, soit +0,9M€/CA 2018). Les principales dépenses sont constituées du soutien donné au sport de haut niveau (3,3M€) et aux évènements sportifs pour 0,3M€;

Le soutien à la pratique sportive se traduit par la participations aux entrées scolaires dans les piscines (2M€), par le soutien à la rénovation des piscines (0,8M€), par le plan de soutien aux équipements sportifs (3,4M€) et par le soutien aux équipements métropolitains (1,8M€ pour le Stadium, la piscine des Weppes pour 0,3M€ et la patinoire pour 0,4M€).

> **Tourisme = 5,2M€** (+1,6M€ /CA 2018). Ce budget est essentiellement composé de subventions versées aux offices de tourisme pour 3,1M€ ainsi que des versements à l'agence d'attractivité pour 1,8M€ mais également par 0,3M€ consacrés à la politique tourisme.

> **Europe et international = 0,4M€, soit -0,06M€ / CA 2018, dont 0,3M€ pour l'Eurométropole.**

Les autres politiques (Crématoriums & Métropole citoyenne)

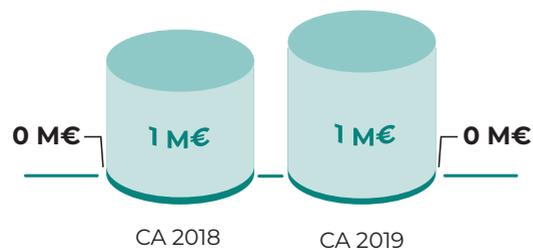
*Ces politiques
représentent
0,1% des po-
litiques pu-
bliques métro-
politaines*

Les autres politiques (Crématoriums & Métropole citoyenne) : 1,2M€ qui représentent 0,1% des politiques publiques métropolitaines.

> **Crématoriums** = 0,9M€, +0,2M€ / CA 2018

Ces dépenses sont affectées à l'entretien et aux réparations des crématoriums métropolitains.

> **Métropole citoyenne** = 0,3M€, -0,05M€ / CA 2018). Ces dépenses sont principalement constituées de crédits pour la gouvernance territoriale (contrats de co-développement), la prévention de la délinquance, la concertation avec les citoyens et les usagers et la gestion du cimetière de Watrelos.



AUTRES : MÉTROPOLÉ CITOYENNE & CRÉMATORIUMS

● Investissement ● Fonctionnement



impression **MEL**